

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Madame le Président, le député sait que certaines mesures législatives pourraient aider les agriculteurs. Le projet de loi sur l'importation de la viande à l'étude actuellement au comité permanent de l'agriculture en est un exemple. S'il était adopté rapidement et revenait à la Chambre avant la fin de juin, il pourrait devenir loi d'ici peu de temps. C'est aux membres du comité de s'occuper des mesures dont il sont saisis.

#### LES DISCOURS DU MINISTRE

**L'hon. John Wise (Elgin):** Madame le Président, les agriculteurs canadiens utilisent une expression bien imagée pour qualifier les remarques du ministre, mais je crois qu'elle est antiparlementaire, de sorte que je dirai simplement que sa réponse est franchement et purement stupide. Le ministre voyage d'un bout à l'autre du Canada, mais quand il se rend dans une province, il dit qu'il modifiera la loi sur les banques, dans une autre, il prétend vouloir modifier la loi de l'impôt sur le revenu; puis il modifiera l'obligation pour l'expansion de la petite entreprise pour y inclure les agriculteurs non constitués en corporation; à l'endroit suivant, il affirme qu'il modifiera immédiatement la loi sur le crédit agricole. Quand le ministre cessera-t-il de parler au lieu d'agir?

**Des voix:** Bravo!

**M. Wise:** Quand le ministre cessera-t-il d'induire les agriculteurs en erreur ou de les duper? Une fois encore, j'offre au ministre l'occasion de nous dire quand il fera la moindre chose pour aider les agriculteurs à régler ce problème des taux d'intérêts élevés?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Madame le Président, le député me demande quand nous agissons. Je trouve étrange que son parti dise que l'économie nationale est une question importante quand il gaspille un des jours qui lui est réservé sans même parler de l'économie. Qui est le pire hypocrite à la Chambre? Les députés ont parlé de législation, mais ils pourraient simplement renoncer à quelques-unes des journées absurdes réservées à l'opposition ou nous en céder une pour nous permettre de présenter un projet de loi.

\* \* \*

#### LES BANQUES

##### LA RENCONTRE DU MINISTRE AVEC LES BANQUIERS

**M. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. A l'issue de l'entretien fort intéressant qu'ils ont eu avec le ministre l'autre jour, les banquiers ont déclaré que les conséquences de la hausse des taux d'intérêt sur les agriculteurs et les propriétaires de maisons n'étaient pas aussi effroyables qu'on l'avait laissé entendre. Elles ne le sont certes pas pour les banques dont les profits ont atteint un chiffre record.

Étant donné que les banques n'ont rien proposé pour venir en aide aux propriétaires de maisons ou aux agriculteurs, le ministre peut-il nous dire s'il leur a lui-même proposé une solution qu'ils pourraient mettre en œuvre?

#### Questions orales

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, le but de la réunion était d'obtenir la collaboration des institutions financières afin d'aider les personnes qui, à l'heure actuelle, connaissent de réelles difficultés financières. Je crois qu'il s'agissait là d'une demande fort importante et d'une question dont il fallait absolument discuter avec les banques. Leurs représentants m'ont assuré qu'ils feraient en l'occurrence l'impossible pour éviter cette conséquence tragique à laquelle on a fait allusion hier au cours de la période des questions, soit la saisie.

Le député se souviendra peut-être qu'à peu près à la même époque l'an dernier il y a eu une flambée des taux d'intérêt et les Canadiens, tout comme moi d'ailleurs, craignaient des saisies éventuelles. Il y a lieu de signaler que grâce à la collaboration entre le ministre chargé de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et les institutions financières, les propriétaires qui devaient renégocier leur hypothèque à ce moment-là ont réussi à traverser cette période difficile tout en conservant leur maison et en maintenant leurs versements hypothécaires. C'est précisément ce que je vise à l'heure actuelle en faisant appel à la collaboration des institutions financières.

#### L'ÉCART ENTRE LES TAUX D'INTÉRÊT PAYÉS ET LES TAUX EXIGÉS

**M. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, ce qui se passe en réalité c'est que tous les mois 1,000 familles canadiennes doivent renoncer à leur maison. La réalité, c'est que 100 Canadiens font faillite tous les jours. Et tout cela, à cause de la politique d'argent cher que pratique le gouvernement. Il est temps qu'il la change au lieu de se contenter d'exprimer de vagues inquiétudes.

● (1425)

Comme le ministre n'a pas proposé une seule mesure visant à aider les exploitants agricoles ou les propriétaires de maison, est-il au moins allé trouver les banquiers pour leur parler de l'écart qui existe entre l'intérêt que leurs banques servent aux familles qui ont des comptes d'épargne et le taux auquel elles prêtent? Comme chacun le sait, c'est ce qui explique principalement les bénéfices inouïs que réalisent les banques. Le ministre a-t-il au moins demandé aux banquiers de réduire cet écart et de ramener leurs bénéfices à des niveaux raisonnables?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, l'honorable représentant vient de citer des chiffres que je trouve réellement déplacés...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. MacEachen:** ... et ce, à cause de leur inexactitude. J'estime que l'honorable représentant devrait, c'est la moindre des choses, produire les statistiques prouvant que 1,000 propriétaires perdent leur maison pendant un laps de temps donné. J'estime que c'est totalement faux.

**Des voix:** Oh, oh!